Le centenaire de la Revue d'histoire du droit

Laurens Winkel

Président néerlandais du Comité de rédaction

Il m'incombe, en qualité de rédacteur avec le plus d'ancienneté et de président néerlandais du Comité de rédaction de la Revue, d'esquisser maintenant en bref l'histoire de notre Revue au cours du siècle dernier.

A première vue il peut paraître étrange que nous ne préparions pas aujourd'hui le tome 101 mais seulement le 86^e. Ce fait s'explique – du moins partiellement – par l'histoire politique du 20^e siècle. Avant la Guerre, la Revue ne parut pas régulièrement chaque année. Le premier tome couvre les années 1918-1919, le deuxième 1920-1921 et les tomes des années 1926, 1931, 1935, 1938 et 1940 manquent. Durant l'occupation allemande la Revue fut publiée uniquement en 1941 et trois fascicules seulement parurent. Le quatrième fascicule avait bien été imprimé durant la Guerre, mais il ne fut adressé aux abonnés qu'après la Libération. Au cours des années de difficile reconstruction suivant 1945 il n'était pas possible d'assurer une parution immédiate de la Revue: la publication ne fut reprise qu'en 1950. Depuis lors la Revue n'est plus une entreprise purement néerlandaise, mais le fruit d'une collaboration entre les historiens du droit belges et néerlandais. Du côté belge il faut louer ici les efforts de Louis Maes. Depuis 1950 la Revue est parue avec une régularité quasi parfaite. Je reviendrai sur la coopération belgo-néerlandaise un peu plus tard.

Ce qui suit maintenant n'est qu'un complément à l'historiographie de notre Revue. En effet, notre regretté collègue Robert Feenstra qui fut membre de la rédaction pendant 63 ans, pratiquement jusqu'aux derniers jours de sa vie (1950-2013), a esquissé l'histoire de la Revue dans trois articles dont deux sont parus dans la Revue même¹. Ce qui suit n'est donc qu'un supplément qui montre que les historiens posent à chaque époque des questions différentes.

Malheureusement les archives de la Revue d'avant-guerre, qui étaient conservées chez l'éditeur Tjeenk Willink, ont été perdues. Les dossiers d'après-guerre, du moins ceux qui concernent les rédacteurs néerlandais et la

1 TvR 36 (1968), p. 9-30; TvR 62 (1994), p. 21-31; R. Feenstra, *L'histoire d'une revue d'histoire du droit, Histoire de l'histoire du droit*, dans: Actes des Journées internationales de la Société d'Histoire du Droit, Toulouse 2006, p. 401-407.

correspondance avec l'éditeur, reposent en partie aux Archives Nationales à la Haye et les documents les plus importants sont tous passés entre mes mains. Mais respectons la chronologie de la Revue.

Dans le premier fascicule de 1918 on observe dans la déclaration rédactionnelle une tendance vers l'internationalisme, en accord avec la politique néerlandaise de cette époque. Il est vrai que les Pays-Bas menaient alors une politique de neutralité, mais cela n'empêchait pas une orientation internationaliste et, sous l'influence de savants comme T.M.C. Asser et d'autres professeurs de droit international, de nombreux projets avaient été réalisés en faveur de la coopération internationale et du droit international. On peut citer à titre d'exemple la construction (pas le financement !) du Palais de la Paix qui fut inauguré en 1913 à La Haye. Ce même d'idéalisme international transparaît dans la déclaration au début du premier fascicule, probablement de la main de E.M. Meijers. Il fut sans aucun doute la figure principale des quatre fondateurs parmi lesquels figuraient également Van Kan, De Blécourt et Van Kuijk. Il y évoque le besoin, au lendemain de la Grande Guerre, de renforcer la collaboration internationale aussi dans le domaine de l'histoire du droit et de montrer aux praticiens la pertinence de l'histoire du droit. Cette déclaration est également un plaidoyer pour l'histoire du droit comme discipline académique à part entière dans le curriculum juridique universitaire².

Dans la première livraison de la Revue – quatre fascicules étaient initialement prévus chaque année – nous trouvons un premier article de la main d'E.M. Meijers sur l'université médiévale d'Orléans, un thème qui fascinera au moins deux générations d'historiens du droit néerlandais et belges. Non seulement Robert Feenstra publiera de nombreuses études, mais toute une série de thèses s'intéresseront aux diverses facettes de l'Université d'Orléans. Je pense en particulier à la thèse de Laurent Waelkens, notre corédacteur belge, défendue à Leyde en 1984, et à la thèse et aux autres publications de Corrie Ridderikhoff et Hilde De Ridder, de Kees Bezemer, de notre chère secrétaire de rédaction Marguerite Duynstee, en fonction depuis 1991, et de notre rédactrice informelle du bureau, Liesbeth van Soest née Zuurdeeg³, en fonction depuis

2 On était en train de réformer et formaliser le curriculum juridique universitaire aux Pays-Bas à ce moment, ce qui aboutissait au Statut Académique de 1921. Dorénavant le droit romain et l'histoire du droit néerlandais comptaient parmi les sujets formellement obligatoires.

3 L. Waelkens *Théorie de la coutume chez Jacques de Revigny*, Leyde 1984; C.M. Ridderikhoff et H. Ridder-Symoens, ed., *Premier Livre des Procureurs de la Nation germanique de l'ancienne Université d'Orléans 1444-1546*. Première partie: *Texte des rapports des procureurs*, [Les Livres des Procureurs de la Nation germanique de l'ancienne Université d'Orléans 1444-1602 publiés] par le Comité international pour l'histoire de la Nation germanique de l'Université d'Orléans], Leiden 1971 (plusieurs tomes ultérieurs ont été publiés); C.H. Bezemer, *Les répétitions de Jacques de Révigny*, Leyde 1987; M.C.I.M. Duynstee, *L'enseignement du droit civil à*

un demi-siècle (!). Je serai bref sur les rédacteurs d'avant-guerre. Je renvoie à ce qui a été écrit par Robert Feenstra en 1968. Il concluait alors que l'entreprise de notre Revue n'était pas restreinte seulement à Leyde, mais qu'elle reçut le soutien des professeurs des autres universités néerlandais. Fait curieux toutefois: les quatre figures-clés du Comité de rédaction (Meijers, Van Oven et, après la guerre, Fischer et Feenstra) enseignaient tous à Leyde, mais avaient tous étudié à l'Université d'Amsterdam.

Je fais une exception pour le fondateur Van Kan (1877-1944), un savant énigmatique⁴ qui, grâce à ses nombreux contacts à l'étranger, fut à l'origine du rayonnement international de notre Revue. Il était l'auteur d'un ouvrage fondamental sur l'histoire de la codification en France (cela va de soi: en français)⁵ et une personnage-clé, en 1924, de l'Ecole de Droit à Batavia⁶. Il mériterait certainement une biographie intellectuelle! Meijers l'a commémoré en 1950 à l'Académie Royale des Sciences avec des mots presque poétiques⁷:

Un homme alors sans notion du temps qui nous est permis sur terre et sans réflexion suffisante des thèmes qui doivent être mis en avant pendant cette courte période. Ou alors, peut-être, justement quelqu'un avec une conscience temporelle plus approfondie que nous, pauvres sujets mortels tourmentés par le caractère temporaire de notre existence terrestre. Quelqu'un qui est conscient de la fugacité de tout ce qui est créé par le genre humain, qui a choisi de se dédier pleinement aux thèmes qui lui plairaient et de savourer chaque détail dans la recherche scientifique; quelqu'un qui était conscient que même les mètres cubiques de pierre que l'on apporte à la construction du temple des sciences sont périssables et seront oubliés, mais qui a cherché et trouvé la grandeur et la tragédie

l'Université d'Orléans du début de la guerre de Cent ans (1337) au siège de la ville (1428), Frankfurt/Main 2013; L.J. van Soest-Zuurdeeg, *La Lectura sur le titre De actionibus (Inst. 4,6) de Jacques de Révigny: édition du texte, précédée de prolégomènes*, Leyde 1989.

- 4 Il était un expert non seulement de l'histoire du droit néerlandais et étranger, mais il a aussi jeté la base des études de l'histoire du droit colonial, notamment des Indes Orientales néerlandaises.
- 5 A.H.M.J.(=J.) van Kan, *Les efforts de la codification en France, Étude historique et psychologique*, Paris 1929. Quelques articles préparatoires furent publiés dans la TvR: J. van Kan, *De verwachting des volks in 1789 ten aanzien van de codificatie*, TvR 1 (1918), p. 359-389; idem, *Stemmen voor de codificatie onder de regering van Lodewijk XVI*, TvR 2 (1920), p. 149-162; idem, *Le rôle de l'initiative privée dans l'œuvre de la Révolution en matière de codification et de constitution*, TvR 3 (1922), p. 215-234; idem, *Une seconde tentative de codification sous Louis XV*, TvR 5 (1924), p. 76-79.
- 6 Le prédécesseur de l'*Universitas Indonesia* actuelle.
- 7 E.M. Meyers, *Levensbericht A.H.M.J. van Kan*, in: *Jaarboek KNAW, 1944-1945*, Amsterdam 1945, p. 205-216; la citation à la page 215-216.

de la condition humaine dans pratiquement tous les aspects de la vie et qui y fit participer ses auditeurs et contemporains.

Maintenant nous nous tournons vers l'interdiction de publication de la Revue pendant les premières années de l'occupation allemande. Robert Feenstra écrivait en 1968 que les autorités allemandes avaient interdit la parution de la Revue⁸. Il est effectivement fort probable qu'une telle interdiction fut proclamée en 1941 et qu'elle n'était pas sans lien avec l'ascendance juive du rédacteur Meijers. Son nom devait être supprimé de la couverture de la Revue. Il est dès lors remarquable que Meijers publia dans le premier fascicule de 1941 encore un article sur les Glossateurs et l'Équité et qu'il rédigea en outre la nécrologie du co-fondateur de la Revue, De Blécourt. On trouve encore dans les fascicules de cette année des articles de savants qui s'étaient enfuis de l'Allemagne à cause de leurs origines juives : Fritz Schulz qui vivait alors en Angleterre, le médiéviste Walter Ullmann, lui aussi en Angleterre, et Hans Julius Wolff qui émigra d'abord au Panama et ensuite aux États-Unis. C'est pourquoi cette année compte parmi les années les plus remarquables et elle constitue une note significative pour l'ouvrage de référence *Jurists uprooted* sur l'émigration forcée des juristes allemands d'origine juive⁹. On se demande comment les manuscrits de ces articles ont pu arriver au bureau de la rédaction en territoire occupé. On ne peut exclure que ces manuscrits avaient déjà été envoyés avant l'occupation. Toutefois, la correspondance entre le territoire occupé et l'Angleterre ou les États Unis n'était pas totalement impossible ; elle était compliquée et prenait beaucoup de temps. Il est donc possible que les manuscrits aient encore été envoyés après mai 1940.

Meijers n'était pas uniquement rédacteur de la Revue, mais aussi de la revue de droit privé *WPNR* et il était en même temps connu pour ses notes d'arrêts de la Cour Suprême des Pays-Bas dans la collection *Nederlands(ch)e Jurisprudentie*. Dans son livre quelque peu apologétique, Madame Van Taalingen-Dols¹⁰, qui fut l'avocate de Meijers auprès des instances allemandes durant la Guerre, ne mentionne pas la Revue. On trouve, par contre, une allusion à la Revue dans le fameux discours du doyen de la faculté de droit de Leyde, Cleveringa, prononcé en novembre 1940 après le limogeage de Meijers par les Allemands.

8 Voir aussi l'éditorial, *TvR* 1950, nr 1: "... toen de bezetter verdere activiteiten verbood" (alors que le pouvoir occupant défendait des activités à venir).

9 J. Beatson & R. Zimmermann (ed.), *Jurists uprooted, German-speaking emigrant lawyers in twentieth-century Britain*, Oxford 2004.

10 L.M.I.L. van Taalingen-Dols, *De strijd om een mensenleven 1940-1945*, Goes 1960.

Comme l'a récemment rappelé Marjan Schwegman¹¹, Cleveringa y fait référence à l'article de Meijers sur les *Observationes Tumultuariæ* de Bynkershoek paru dans la Revue en 1918. C'est un thème qui intéresse aujourd'hui encore notre co-rédacteur Sirks, jusqu'à récemment Regius Professor in Civil Law à Oxford, qui a publié sur ce même thème.

Nous trouvons une autre expression d'intérêt pour l'activité judiciaire du passé en relation avec l'histoire du droit international privé dans le tome 3 (1922), également de la main de Meijers. Une autre tradition prend ici racine: les publications nombreuses sur le Grand Conseil de Malines. Elles peuvent être considérées comme la continuation de cet intérêt pour l'histoire judiciaire et des cours de justice. Sur ce terrain ont travaillé plus tard Strubbe et De Smidt. Pensons pour notre époque aux listes chronologiques des sentences étendues du Grand Conseil de Malines et à l'importante thèse de doctorat de notre co-rédacteur belge Alain Wijffels¹², aussi très connu à l'étranger comme l'atteste la chair qu'il occupa en 2016-2017 au Collège de France.

Je retourne vers l'immédiat après-guerre. Un moment décisif fut sans nul doute une visite de Louis Maes, historien du droit belge, chez Frits Fischer le 30 octobre 1948. Fischer fit immédiatement rapport de cette visite auprès de Meijers. Un peu plus tard, dans une lettre adressée à Meijers et datée du 3 janvier 1949, il écrit: « zonder Uw bijstand zal er niets van terecht komen » (sans votre aide rien n'aboutira). C'est le point de départ de la collaboration belgo-néerlandaise. Les archives témoignent toutefois des grandes difficultés de mise en œuvre à l'époque. Le Ministère des Finances devait accorder pour chaque visite en Belgique des devises mises à disposition par la Banque Centrale, une procédure inimaginable à notre époque de l'Euro et de Schengen. Cela dura jusqu'en 1953, bien que le régime des devises étrangères fût légèrement assoupli en 1949. Apparemment le gouvernement belge donna plus tôt et plus largement que le gouvernement néerlandais des subventions importantes pour encourager la collaboration belgo-néerlandaise sur le terrain de l'histoire du droit.

J'ai l'impression que les relations entre les membres du Comité se sont assouplies après le départ de Meijers. Dans les archives on trouve encore une note assez formelle du début des années cinquante relative au covoiturage de Meijers vers la Belgique en compagnie de Robert Feenstra. Après 1953 on se tutoya, on utilisa même le prénom et les épouses commencèrent à jouer un

11 M. Schwegman, *Cleveringa en Meijers: een weerbarstige geschiedenis van getuigen en overleven*, Leiden 2017.

12 A. Wijffels, *Qui millies allegatur – Les allégations du droit savant dans les dossiers du Grand Conseil de Malines (causes septentrionales, ca 1460-1580)*, I+II, Amsterdam - Leiden 1985.

rôle dans la vie sociale de la Revue, sans doute à l'initiative de Robert Feenstra, le secrétaire très actif qui prit soin que les réunions semi-annuelles tenues alternativement en Belgique et aux Pays-Bas soient entrecoupées par un déjeuner parfois gastronomique. Cette tradition a continué jusqu'à aujourd'hui et contribue certainement à l'entendement parfait au sein du Comité.

La sélection des rédacteurs du côté néerlandais n'était pas très facile à cette époque. Selon une note un peu embarrassée de la main de Feenstra, conservée dans les archives et relatant un coup de téléphone avec H.J. Scheltema, il apparaît que ce dernier acceptait seulement d'entrer au Comité de rédaction si Meijers et Van Oven, tous deux déjà admis à l'éméritat, quittaient le Comité. Selon Scheltema, tous les rédacteurs devaient être des professeurs en activité. Cette échange d'opinions n'eut pas de suites ; elle n'empêcha d'ailleurs pas Scheltema de publier en 1955 dans la Revue son programme fondamental sur la nouvelle édition des Basiliques. Meijers et Van Oven demeuraient quant à eux membres du Comité jusqu'à leur décès, respectivement en 1954 et 1962.

Les premiers rédacteurs du côté néerlandais après la Guerre furent Meijers, Van Oven, Fischer et Feenstra. P.W.A. Immink succéda à Meijers en 1956, et Piet Gerbenzon succéda à Imminck en 1965. Après le décès de Fischer, en 1964, le romaniste Felix Wubbe fut désigné comme membre du Comité de rédaction. Il était l'auteur de la première thèse en droit romain classique soutenue, *cum laude*, après-guerre à Leyde (en 1960) et avait entretemps été nommé professeur de droit romain à Fribourg en Suisse. Du côté belge furent désignés comme rédacteurs François-Louis Ganshof, John Gilissen, Louis Maes et Egidius Strubbe, quoique les noms d'Emile Lousse et Gerard Fransen aient eux aussi circulé. Pour des raisons peu claires les deux derniers cités ne souhaitaient pas siéger. En 1962 Louis Maes donna sa démission et Raoul van Caenegem lui succéda ; il fut rédacteur pendant 45 ans jusqu'à 2008. Il est décédé récemment et nous publierons prochainement [86 (2018), p. 339-344] un dernier article de sa main. En 1988 Gilissen, à côté de Louis Maes la force stimulante de la Revue après la Guerre du côté belge, mourût à l'âge de 75 ans. Philippe Godding, qui avait succédé (en 1977) à Strubbe, quitta le Comité en 1997. Jos Monballyu, spécialiste belge de l'histoire pénale, entra au Comité en 1988 comme successeur de Gilissen et y resta jusqu'à 2010. En 1982 Olav Moorman van Kappen succéda à Piet Gerbenzon. Il fut membre jusqu'à 2007. Jeroen Chorus fit partie du Comité de rédaction pendant son professorat à Leyde, de 1986 à 1993.

Avec cette énumération nous avons atteint la situation actuelle: avec Dirk Heirbaut (successeur de Van Caenegem) et Serge Dauchy (successeur de Jos Monballyu) nous avons – aux côtés de Wijffels et Waelkens déjà mentionnés – deux éminents historiens du droit belges, le premier médiéviste, le second entre autres spécialiste d'histoire judiciaire. Du côté néerlandais, les

rédacteurs Remco van Rhee, Boudewijn Sirks et Jan Hallebeek font partie du Comité de rédaction depuis plus de vingt resp. dix ans. Ils sont, tout comme les rédacteurs belges cités, actifs sur le terrain de l'histoire du droit plus tardive. Hallebeek s'intéresse entre autres à l'histoire du droit médiéval, notamment au droit canonique, Van Rhee travaille dans le domaine de l'histoire du droit procédural, et Sirks sur la réception du droit romain. Pour le droit romain classique et postclassique nos rédacteurs Sirks et Waelkens sont éminemment compétents.

A côté du Comité il y a une Direction de la Revue. Celle-ci n'existait pas avant la Guerre mais, selon la page de titre de la 9^e année (1929), des membres étrangers collaboraient déjà occasionnellement avec la Revue. Je ne mentionne ici parmi les nombreux noms que ceux des philosophes du droit Roscoe Pound et Hans Kelsen, ainsi que du professeur belge François-Louis Ganshof. En 1950, la Direction de la revue était composée de presque tous les professeurs en histoire du droit des Pays-Bas et de la Belgique, ce qui avait probablement pour origine la nouvelle orientation de la revue. Aujourd'hui les anciens rédacteurs font partie de la Direction.

Voici encore quelques épisodes de l'histoire de la Revue. Amusant est rétrospectivement la discussion sur la tâche d'encre dans le papyrus des Sentences de Paul (BPL 2589). Dans le fascicule 1957-2 les auteurs de l'édition, David et Nelson, réagissaient après les critiques sévères formulées par H.J. Scheltema. S'agissait-il d'une tâche d'encre ou bien d'une lettre? Malgré la véhémence de la discussion, Scheltema et son élève Van der Wal publieront dans le même fascicule une contribution sur le droit byzantin.

La Revue a souvent eu un rôle novateur dans les études d'histoire du droit. En 1922, dans le tome 3 (p. 235-238), le romaniste et historien du droit italien Zocco Rosa présentait de nouveaux fragments d'un des textes juridiques grecs les plus importants: la législation de Gortyn. Véritablement un première très importante ! La même année on trouve un aperçu des nouvelles publications sur l'histoire du droit aux Etats-Unis, autre signe de la fonction de lien international de la Revue, même au cours de ses toutes premières années. Un an plus tard (1923), les cours en anglais donnés à Oxford par le romaniste français Paul Collinet sur les problèmes généraux de la codification de Justinien¹³ sont publiés, publication remarquable, elle aussi.

La Revue fut parfois le miroir de son temps, à savoir qu'un article est intimement lié aux événements contemporains. Nous en donnons ici trois exemples. Premier exemple: vue le déroulement ultérieur de l'occupation allemande des Pays-Bas, il est un peu ironique que nous trouvions en 1941 un compte-rendu

13 *The general problems raised by the codification of Justinian*, TvR 4 (1923), p. 1-30.

de la thèse de doctorat de K.J. Frederiks sur l'histoire du droit pénal néerlandais de la main du professeur D.G. Rengers Hora Siccama. Ce dernier était depuis 1905 un brillant professeur d'histoire du droit à Utrecht, mais il avait cru bon de collaborer avec les autorités allemandes durant la guerre. Frederiks quant à lui était un élève de Fockema Andreae Sr, fondateur à Leyde de l'histoire du droit néerlandais, nouveau sujet d'enseignement après les réformes universitaires de 1921. Frederiks fut pendant l'occupation Secrétaire-Général au Ministère de l'Intérieur, ce dont on lui fit reproche après-guerre.

Un deuxième exemple: le premier savant allemand à soumettre un manuscrit à la Revue après l'occupation fut minutieusement contrôlé. Karl Well-schmied, un élève de Hans Thieme, voulait publier un article sur l'*Introduction à la Jurisprudence hollandaise* de Grotius. Dans les archives on trouve une note de Fischer dans laquelle il écrit qu'il faut éviter le risque de publier un article de quelqu'un qui pourrait avoir commis des crimes durant l'occupation. Il s'avérait en effet que Wellschmied avait été présent aux Pays-Bas comme membre de l'armée d'occupation allemande. On n'avait pourtant pas découvert de faits l'incriminant. L'article fut finalement publié dans le quatrième fascicule de 1952. Après cette date plusieurs auteurs allemands, romanistes et historiens du droit, ont publié dans la Revue sans qu'il n'y ait la moindre trace d'une discussion similaire.

Un troisième exemple de la Revue comme miroir de l'actualité de l'époque concerne un article publié en 1954, fascicule 2, par l'historien Jan den Tex au sujet du pensionnaire Oldenbarnevelt, figure-clef de l'histoire néerlandaise du début du XVII^e siècle, sous le titre « *Oldenbarnevelt: un meurtre judiciaire* ». Dans la correspondance, mais aussi dans l'article lui-même, on trouve des allusions au procès mené un peu auparavant en France contre le Maréchal Pétain et qui avait abouti à sa relégation à vie sur l'Ile d'Yeu ...¹⁴. Βίοι παράλληλοι de Van Oldenbarnevelt et Pétain?

Il existe par ailleurs une continuité dans les fascicules d'avant et d'après-guerre. Pier Severio Leicht (1874-1956), un historien du droit italien réputé, publiait déjà en 1923 dans la Revue les résultats de la recherche italienne dans le domaine de l'histoire du droit. La même année il devint membre du parti de Mussolini, membre du parlement et plus tard sous-secrétaire d'Etat pour l'éducation. En 1944, il fut limogé de ses enseignements et perdit une partie de ses fonctions honorifiques. Cela ne l'empêcha pas, comme le démontre une carte postale conservée dans les archives, de proposer après-guerre sa collaboration au Comité de rédaction de la Revue. Peut-être à cause de son grand âge, mais probablement aussi pour des raisons politiques, cela n'ira pas plus loin qu'un

14 Il y mourut en 1951.

aperçu bibliographique en français sur la production scientifique des historiens du droit italiens de 1940 jusqu'à 1950, paru dans le fascicule 1951-3.

Quelques mots encore sur le nom de notre Revue. Dès tome 3, la Revue porte également son nom français « Revue d'histoire du droit » ; depuis 1972 on a ajouté un titre anglais : *The Legal History Review*. L'article *The* a son importance ! C'est pourquoi les communications du Comité sont publiées d'une manière assez compliquée en trois langues. Il est possible de publier dans les langues suivantes : néerlandais, français, allemand, anglais, italien, espagnol et latin. Scheltema est le seul à avoir utilisé cette dernière possibilité dans le fascicule 1941-4 : il publiait alors sur le droit byzantin en latin. Un peu plus tard, cependant, il a utilisé l'allemand lorsqu'il s'agissait d'une polémique contre Adolf Berger portant sur la force obligatoire des Basiliques et sur la question si la force légale de la législation de Justinien aurait été supprimée par l'Empereur Léon le Sage.

Les articles sur le droit romain et sur l'histoire du droit plus tardive sont plus ou moins en équilibre dans la Revue d'avant-guerre, mais aussi après-guerre. Tandis que le paradigme de l'approche historique du droit indigène reste plus ou moins inchangé, l'approche des sources du droit romain a beaucoup changé pendant le siècle dernier. Avant la Guerre Gerhard Beseler publiait un article dans notre Revue (tome 10, 1930-1 : *Romanistische Studien*). Il était le champion des suppositions d'interpolations dans les textes du Corpus Iuris et nombre de ses opinions ne sont plus défendables aujourd'hui. Après la Guerre Max Kaser publia des articles dans notre Revue. Dans l'œuvre de ce grand romaniste on aperçoit clairement le changement de paradigme et la tendance vers une approche néo-humaniste. Ses articles sur le nantissement en droit romain dans les tomes 44 et 47, de 1976 et 1979, peuvent être considérés comme un exemple de l'approche moderne des sources de droit romain, notamment en ce qui concerne les textes du Digeste.

Frappant également au cours des dernières années est la constatation que nos auteurs ne viennent plus uniquement d'Europe ou des Etats-Unis. Auparavant il y avait occasionnellement des articles provenant d'Afrique du Sud. Maintenant nos auteurs sont également originaires d'Amérique du Sud et parfois d'Asie. A première vue la situation de notre Revue est donc très confortable. Le nombre d'articles soumis à la Revue dépasse largement les possibilités de publication. C'est pourquoi le Comité de rédaction peut se permettre d'être sévère et sélectif. Le fait que la Revue compte parmi les journaux scientifiques dits de classe A ne nécessite aucune explication. Il y a toutefois des soucis comme par exemple l'exigence que toute recherche financée par des moyens publics doit être accessible sans frais supplémentaires. De telles exigences pourraient mettre en danger l'existence même des revues scientifiques publiées sur une base commerciale par des maisons d'édition.

Après ces observations sur le passé, le moment est maintenant venu de conclure. Jusqu'à présent j'étais un *laudator temporis acti* en esquissant quelques aspects de l'histoire de la Revue, mais un autre proverbe latin s'impose à l'occasion de notre Centenaire : *tempora mutantur et nos in illis*: le temps change et nous changeons dans le temps. C'est pourquoi nous continuons cette journée d'études avec des contributions sur les développements modernes de la production de publications scientifiques et leurs conséquences dans le domaine de l'histoire du droit et cet après-midi notre collègue, le Professor Hans-Peter Haferkamp de Cologne, nous parlera des changements scientifiques en histoire du droit depuis 1918.